



Du génocide montrer to



Une quête, un combat même, c'est ce que mène la journaliste canadienne Judi Rever depuis des années. Ce qui guide cette enquêtrice : décrypter le génocide au Rwanda dans toute sa complexité. Même quand celle-ci dérange. Son livre, "l'Éloge du sang", paraît cette semaine aux éditions Max Milo. **PAR ALAIN LÉAUTHIER**



**DES RÉFUGIÉS
HUTU RWANDAIS**

sont évacués du camp de Biaro, en République démocratique du Congo, le 6 mai 1997. Selon un rapport controversé de l'ONU publié en octobre 2010, les troupes d'invasion rwandaises auraient tué des dizaines de milliers de Hutu, en 1996 et 1997.

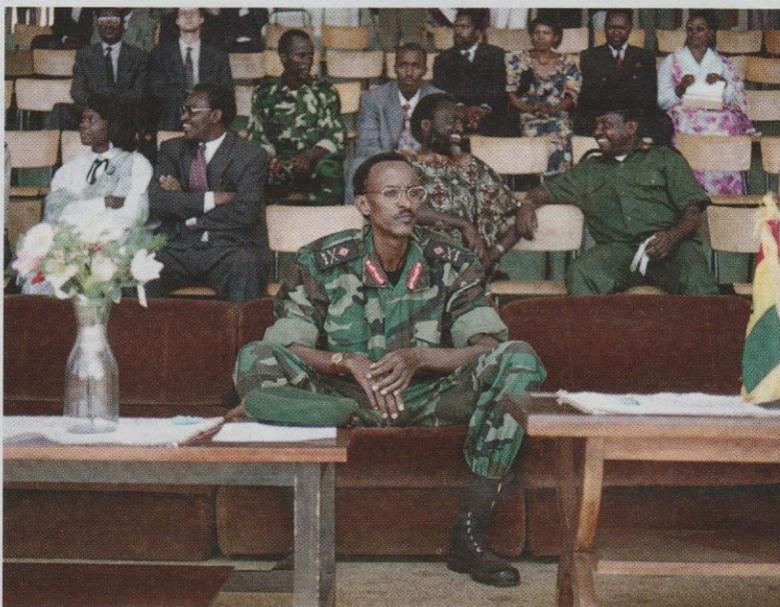
au Rwanda, toute l'horreur

Le dossier

Disparu au mois de juillet 2019, Pierre Péan, ami et collaborateur de *Marianne*, n'était pas un homme de regret. Quand, porté par sa passion pour le continent africain, il se mit en tête d'enquêter sur ce qui lui apparaissait être les zones d'ombre de la tragédie rwandaise, il ne pouvait imaginer à quel point ce travail au long cours allait bouleverser son existence. Pour le meilleur et beaucoup pour le pire : une étiquette infamante de « *raciste et négationniste* » l'ayant accompagné jusqu'à sa mort. La journaliste canadienne Judi Rever n'a pas la stature physique de Péan, qu'elle rencontra tardivement en 2016, mais plus de vingt ans d'enquêtes parallèles sur le génocide survenu en 1994 dans le pays des Mille Collines lui ont donné la même détermination à tenir bon. Elles lui ont aussi réservé le même traitement en insultes et les mêmes procès en « *négationnisme* » conduits par la majorité des médias français ou francophones, des historiens soi-disant peu suspects de parti pris ou des associations s'abritant derrière la cause sacrée des victimes tutsi mais, pour certaines, directement et étroitement liées au régime de Paul Kagame, maître dictateur du Rwanda depuis un quart de siècle. Sans parler des intimidations que ce dernier assume crânement et quasi publiquement, mettant directement à exécution ses menaces de mort à l'égard des supposés « *traîtres* » à la nation, souvent des anciens proches l'ayant épaulé dans sa conquête du pouvoir.

Alors que les éditions Max Milo viennent de publier ce 17 septembre *Rwanda, l'Éloge du sang*, la traduction française, revue et enrichie, de son ouvrage *In Praise of blood*, le tir de barrage a redoublé (lire p. 51) pour disqualifier une auteure accusée de falsifier l'histoire par incompetence, bêtise et naïveté. Ou, plus grave, pour servir les intérêts des génocidaires hutu comme ceux de l'armée française et des responsables politiques de l'époque, tous associés dans une entreprise destinée à semer le trouble dans les consciences pour mieux faire oublier, les uns leurs crimes, les autres leur complicité de fait avec les tueurs. Il faut avoir le dos large et des convictions solides pour affronter un tel lynchage, lequel vise aussi depuis longtemps les universitaires, chercheurs et les quelques rares journalistes ayant eu l'impudence d'interroger la version communément admise des massacres de masse de 1994.

Pour ses détracteurs, la messe est dite : comme Péan, la journaliste n'était pas sur place, ce qui lui ôte toute légitimité, comme si la seule présence sur le terrain permettait de rendre compte de la réalité des massacres.



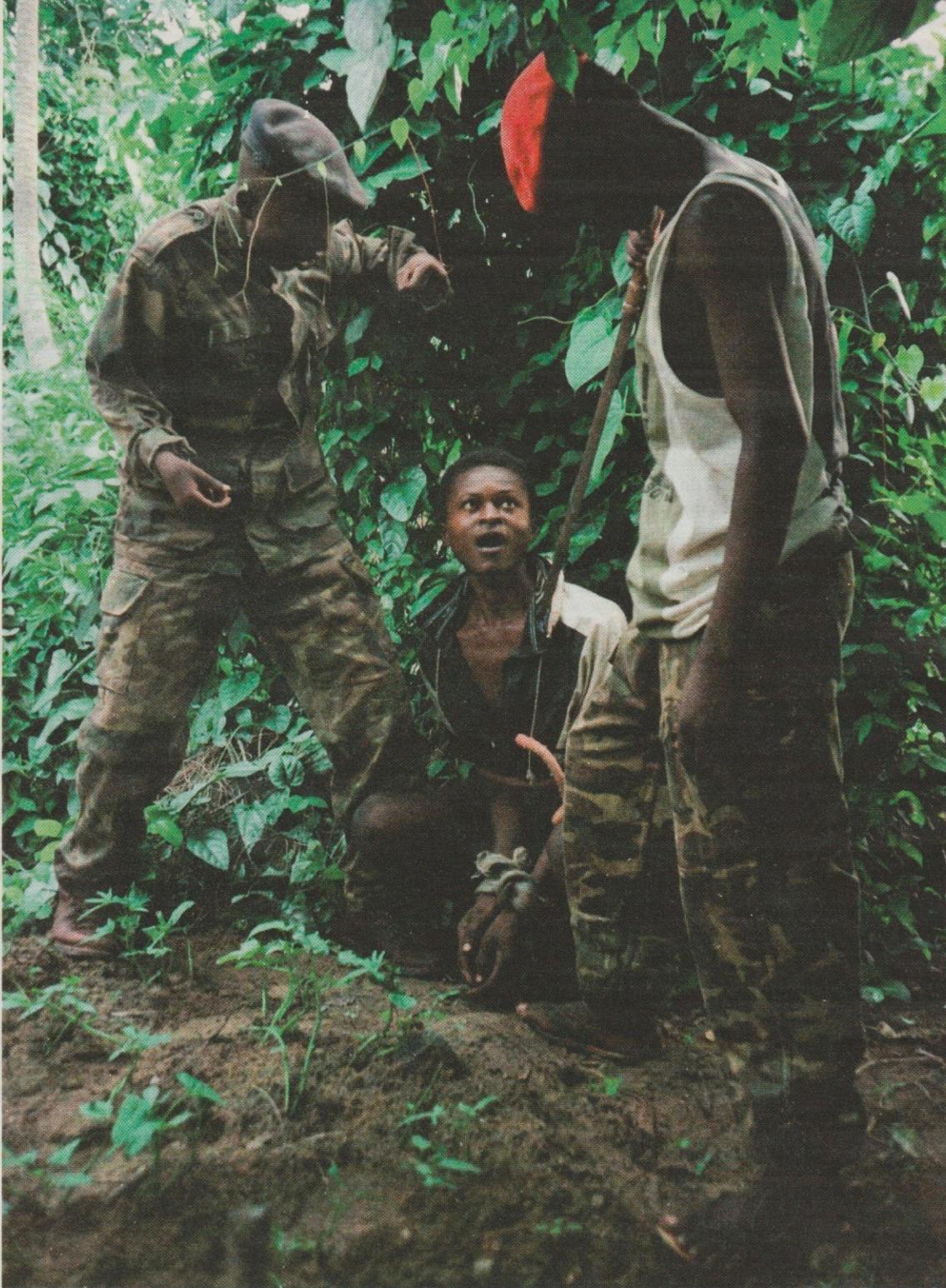
Juël Robine / AFP

PAUL KAGAME le 1^{er} octobre 1994, alors vice-président du Rwanda. Le Front patriotique rwandais (FPR), qu'il a créé dans la clandestinité, et sa branche militaire, l'Armée patriotique rwandaise (APR), ont mis un terme au régime du président Habyarimana et au génocide des Tutsi orchestré par des extrémistes hutu.

Il faut rappeler celle-ci, la résumer du moins, tant le dossier rwandais, pourtant lourd d'enjeux moraux autant que géopolitiques, est devenu une querelle de spécialistes dont le « grand public » ne retient aujourd'hui que la fureur des invectives. La vérité vraie, entendez non polluée par l'hydre révisionniste, voudrait donc que Paul Kagame, le Front patriotique rwandais (FPR), son parti créé dans la clandestinité en Ouganda avec le soutien des États-Unis, et sa branche militaire, l'Armée patriotique rwandaise (APR), aient mis fin au génocide des Tutsi que les extrémistes hutu (Hutu Power), appuyés par de larges secteurs des Forces armées rwandaises (FAR), auraient préparé de longue date. Après trois années d'une guerre civile entreprise en 1990, il s'agissait pour les radicaux hutu d'empêcher à tout prix l'application des accords de paix d'Arusha signés entre le FPR et le président hutu Juvénal Habyarimana et visant à mieux protéger les intérêts de la minorité tutsi. En abattant, le 6 avril 1994, l'avion Falcon ramenant ce dernier à Kigali, les factieux auraient ainsi délibérément provoqué les conditions propices au déclenchement du génocide.

Au Rwanda "libéré"

À cette époque, installée depuis peu à Paris pour des raisons personnelles, Judi Rever pigeait alors au service en anglais de Radio France internationale (RFI). « *J'étais encore une journaliste "junior" et je n'avais pas de raison de douter de cette présentation des événements. Il y avait les méchants Hutu, voulant éliminer une bonne fois pour toutes la minorité tutsi opprimée, sous l'effet de l'incessante propagande haineuse des idéologues du Hutu Power. C'était facile à comprendre.* » Pour ses détracteurs, la messe est dite : comme Péan, la journaliste n'était pas sur place, ce qui lui ôte toute légitimité, comme si la seule présence sur le terrain permettait



AP / Sipa

UN RÉFUGIÉ AUX MAINS LIÉES

Deux soldats, des Tutsi rwandais selon le photographe, menacent un homme qu'ils soupçonnent d'être hutu, au sud de Kisangani, en République démocratique du Congo. Ils l'ont tué quelques secondes plus tard, révèle l'auteur de cette photo prise le 19 mai 1997. La découverte de fosses communes a déclenché des enquêtes de l'ONU.

tout à la fois de rendre compte de la réalité de massacres étalés sur plus de trois mois et sur l'ensemble du territoire, et d'en comprendre les ressorts à l'aune d'une histoire complexe courant sur des décennies. Ce n'est effectivement qu'en 1997 que Judi Rever se rendra au Rwanda « libéré » pour le compte de RFI mais en passant d'abord par l'est du Zaïre, devenu depuis peu la République démocratique du Congo (RDC). La première guerre du Congo fait rage et les rebelles dirigés par Laurent-Désiré Kabila (l'AFDL) se livrent à des tueries de masse sur les populations hutu ayant fui le

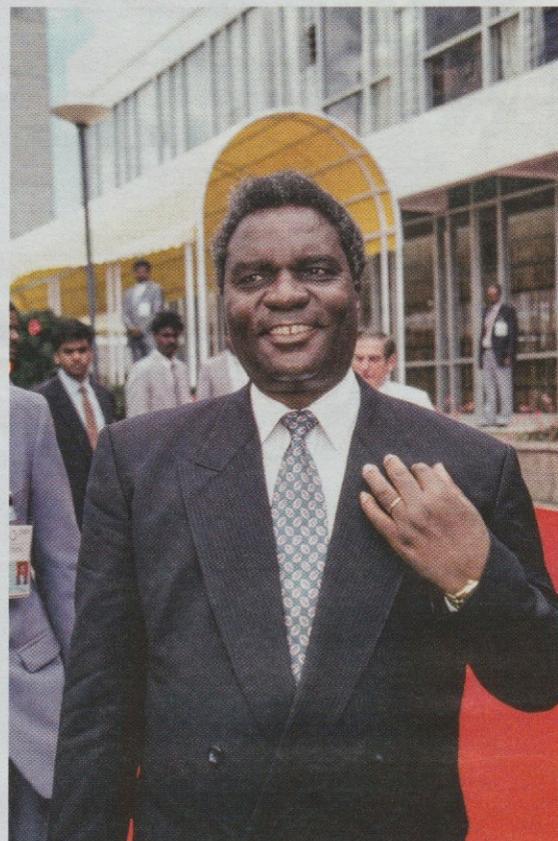
Rwanda après la victoire de Kagame. Les troupes aguerries du FPR-APR et des « unités spéciales » envoyées par Kigali épaulent celles de l'AFDL. Officiellement pour chasser les miliciens d'Interahamwe, le noyau dur des génocidaires hutu qui s'en prennent aux Tutsi congolais et lancent régulièrement des raids sur le Rwanda. Mais des dizaines de milliers de civils réfugiés sont pourchassés et littéralement exterminés. Au mois de juillet 1997, et par deux fois, des missions de l'ONU dénonceront des crimes contre l'humanité, le responsable de la première, Roberto Garretón, évoquant >

Le dossier

► même un « génocide », terme qui ne sera finalement pas repris dans les rapports en raison de pressions multiples. Pour certains, la responsabilité en revient avant tout à Kabila et aux diverses milices locales alliées de l'AFDL, mais, pour l'ONG Human Rights Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ou plusieurs humanitaires, la participation active de l'APR aux massacres est indiscutable.

Judi Rever, elle, a accompagné des membres du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans la région de Kisangani, tombée aux mains de l'alliance AFDL-APR. Une fois franchi le fleuve Congo, l'équipe s'enfonça dans la forêt en quête des réfugiés hutu. « Ce fut un choc, raconte-t-elle, le début d'une prise de conscience que le récit dominant était un peu trop partisan. Le quotidien de ces gens ordinaires était vraiment cauchemardesque, le dénuement total et la peur constante d'être massacré. Lorsqu'ils acceptaient de parler, tous m'expliquaient pourquoi ils ne voulaient pas revenir au Rwanda : selon eux, une mort certaine les attendait. » Le voyage se poursuivra plus tard et pendant quelques jours à Kigali, où la visite des camps de transit du HCR a été acceptée mais sous le contrôle très étroit des agents du FPR. « Le niveau de peur et de silence qui régnait dans ces camps était impressionnant. Non sans mal, j'ai quand même pu faire quelques interviews et notamment d'un garçon plutôt éduqué qui avait perdu toute sa famille, son épouse et cinq enfants. Tués par le FPR selon lui. Je n'avais pas de préjugé, ni dans un sens ni dans l'autre, pas d'idées préconçues. J'essayais de comprendre les raisons et toutes les facettes de ces années de violence. J'ai interrogé des expatriés et, quand on abordait le rôle du FPR, ils étaient mal à l'aise. Dans les reportages que j'envoyais à RFI, j'évoquais ouvertement les soupçons pesant sur le FPR dans les massacres dans l'est de la RDC. Le service anglais les a diffusés mais pas le service en français... Des collègues m'ont gentiment expliqué que mon expérience limitée n'altérerait en rien la vérité du génocide de 1994. » L'affaire est entendue : il y a des coupables, dûment désignés, et vouloir en chercher d'autres ne peut être que le fruit d'un esprit dérangé ou habité par la folie du révisionnisme.

Pourtant, Judi Rever va s'obstiner. En 1998, elle rejoint l'AFP et est affectée en Afrique de l'Ouest, où elle se rend régulièrement. « Je travaillais sur la Côte



José Nicolas / Haïns Lucas via AFP

d'Ivoire, la Sierra Leone, d'autres pays encore, mais j'avais toujours le Rwanda présent à l'esprit. Et j'ai profité de mes séjours pour rencontrer des Rwandais de toutes origines qui avaient préféré quitter le pays. » De retour au Canada en 2000, elle devient journaliste indépendante, collabore à diverses revues et journaux, dont le quotidien de référence *The Globe and Mail*, et mesure à quel point le régime de Kagame a réussi à imposer son agenda et faire taire toutes les critiques. « À partir de 2007, j'ai décidé de me consacrer pleinement aux massacres dans l'est de la RDC. Pour moi, il y avait une contradiction entre les crimes que le FPR semblait avoir commis, en RDC comme au Rwanda, et le soutien quasi inconditionnel que la plupart des pays occidentaux apportaient à Kagame. Je m'étonnais aussi que le TPIR [Tribunal pénal international pour le Rwanda], contrairement à sa mission initiale, ne juge que des Hutu. »

Rever n'est pas la première à refuser les diktats de la « pensée unique » sur le génocide et rejoint ainsi la « nébuleuse négationniste » que Kagame aimerait tant réduire au silence. Il dispose pour cela de quelques solides appuis dans les médias et certaines ONG. L'une d'entre elles, African Rights, a pour responsable Rakiya Omaar, source de nombreux journalistes ayant travaillé sur la tragédie rwandaise. Une simple activiste des droits de l'homme parfaitement neutre ? Pas pour Amnesty International,

JUVÉNAL HABYARIMANA, président du Rwanda de 1973 à 1994, ici lors du Sommet de la francophonie, à l'île Maurice, en octobre 1993. L'attentat qui a causé sa mort est considéré comme le fait déclencheur du génocide au Rwanda.

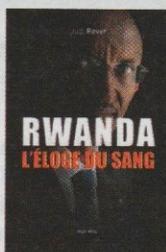
L'affaire est entendue : il y a des coupables, dûment désignés, et vouloir en chercher d'autres ne peut être que le fruit d'un esprit dérangé ou habité par la folie du révisionnisme.

qui, dans sa déclaration publique de 1999, s'étonne que les rapports d'African Rights soient systématiquement conformes aux discours des autorités de Kigali. C'est également l'avis d'un universitaire belge, Filip Reyntjens, membre de l'Académie royale des sciences d'outre-mer et spécialiste de la région des Grands Lacs. Dès 1995, ce dernier estimait le « *FPR coupable de crimes odieux, et cela depuis qu'il [avait] entamé la guerre en octobre 1990* », et ajoutait que « *ces violations des droits de l'homme n'avaient] jamais pu faire l'objet d'enquêtes sérieuses* ». Depuis, bien qu'apprécié par nombre de chercheurs travaillant sur la région, Reyntjens passe pour la tête de pont des « révisos » et, tout comme Pierre Péan, dont il avait pourtant critiqué certaines affirmations, ou comme Judi Rever, il est régulièrement l'objet de campagnes de calomnies.

Deux rapports accablants

En 2010, cependant, la journaliste canadienne trouve une raison supplémentaire de poursuivre ses investigations. Sous le nom jargonneux de Projet Mapping, un rapport de l'ONU consigne toutes les violations des droits de l'homme, viols et crimes commis dans l'est de la RDC entre mars 1993 et juin 2003. Mais il sera aussitôt enterré, oublié, caché au point que le prix Nobel de la paix 2018, le D^r Denis Mukwege, s'en insurgera publiquement à Oslo lors de la cérémonie : « *Cette enquête nomme explicitement des victimes, des lieux, des dates, mais élude les auteurs.* » Parmi eux, explicitement cités avec d'autres mais tenus secrets, ceux de chefs du FPR-APR. Pour Rever, c'est toute une dynamique historique qui se précise : dans l'est de la RDC, aux côtés des troupes envoyées par le président ougandais, dont il était devenu le patron des services de renseignements, Kagame ne s'est pas contenté de combattre ponctuellement les tueurs d'Interahamwe mais a bel et bien tenté de prendre le contrôle d'une région riche en minerais. Un projet mûri de longue date et passant nécessairement par la prise du pouvoir au Rwanda. À tout prix ? Par tous les moyens ? « *C'est ce que j'ai voulu savoir en me concentrant ensuite sur le déroulement même du génocide.* »

Le résultat, fruit de centaines d'interviews de victimes hutu, de nombreux dissidents du FPR, d'anciens membres du TPIR ou de l'ONU, constitue une bonne part de *l'Éloge du sang*. S'il ne minimise jamais l'implication des diverses milices hutu dans le génocide, il montre la part active que le FPR a prise dans le déchaînement des violences. Sous la plume de Pierre Péan ou de Judi Rever elle-même, *Marianne* en a déjà révélé certains aspects parmi les plus surprenants, et notamment un rapport secret du TPIR relatif aux massacres commis par le FPR au Rwanda en 1994. Affabulations, légendes, manipulations, ont rétorqué en chœur les amis de Kagame, dont l'empressement à vouloir en interdire la lecture aujourd'hui n'en paraît que plus suspect. ■ A.L.



Rwanda, *l'Éloge du sang*, de Judi Rever, trad. de Cédric Julien, éd. Max Milo, 475 p., 24,90 €.

ILS RÊVENT DE FAIRE TAIRE JUDI REVER

Même si elle n'existe aujourd'hui qu'à travers ses communiqués, l'association SOS Racisme a de la suite dans les idées. Après avoir poursuivi Pierre Péan pour racisme, procès qu'elle a perdu, l'ex-bande des « potes » souhaitait faire interdire la publication de *l'Éloge du sang* de notre consœur Judi Rever. *Libération* s'est chargé du service après-vente en relayant l'appel à la censure auquel se sont associés Ibuka France et l'Union des étudiants juifs de France. Le tout bien sûr au nom de la lutte contre le négationnisme – un délit et pas une opinion – et parce que, concernant le génocide de 1994, seules « *des vérités établies par les historiens et les [chercheurs en] sciences sociales* » sont tolérables. Problème : les historiens ne sont pas tous d'accord sur le sujet et pas plus les sciences sociales. Mais pas de problème finalement : pour les signataires, il y a les « bons » historiens et les autres, les négationnistes, pardi ! Qu'il faut empêcher de nuire, bâillonner et réduire au silence. À la longue, Judi Rever s'est habituée à ces fraternels comités d'accueil. Déjà,

en octobre 2019, une cinquantaine d'experts avaient pétitionné pour exiger l'annulation de la tournée qu'elle devait faire dans des universités belges. Avec un argument censé étouffer toute velléité de débattre de son travail : Judi Rever ne serait ni plus ni moins que le Faurisson (en plus pernicieux) du génocide au Rwanda, celui-ci étant purement et simplement assimilé à la Shoah. Démarche vaine puisque quatre universités flamandes avaient maintenu ses conférences. Les pétitionnaires y avaient vu la confirmation de leurs accusations, le pays flamand étant, selon eux, celui « *où l'on continue de caricaturer les juifs* ». C'est bardée de ce supplément d'infamie (négationniste et antisémite...) que Judi Rever s'est exprimée lors d'un colloque organisé le 9 mars au Sénat et intitulé « *Afrique des Grands Lacs : soixante ans de tragique instabilité* ». Le « *colloque de la honte* », selon la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) et les habituels procureurs, qui n'auront pas ménagé leur peine pour s'opposer à sa tenue. Une fois encore, en vain. ■ A.L.